

Le SNU doit être abrogé, pas transformé Refusons l'embrigadement de la jeunesse

En janvier lors de ses vœux aux armées, puis en mars dans une allocution, Macron avait annoncé une refonte du SNU, mesure phare de ses deux quinquennats, à laquelle il avait dû cependant renoncer, faute de crédits votés par le Sénat pour ce dispositif coûteux, délaissé par la jeunesse et largement combattu.

Les annonces de Macron s'inscrivent dans un contexte d'intensification des tensions et des conflits à l'international, notamment depuis le retour de Donald Trump au pouvoir aux Etats-Unis et son soutien, de fait, à l'occupation de l'Ukraine par la Russie de Poutine. Face à cette situation, Macron ne répond pas aux besoins de la résistance syndicale et populaire ukrainienne mais multiplie les discours aux accents bellicistes, développe une logique de guerre dans laquelle il entend enrôler la jeunesse. C'est dans ce cadre qu'il a commandé au Haut Commissariat au Plan un rapport visant à émettre des propositions pour faire évoluer le SNU.

Ce lundi 05 mai, le Haut Commissariat au Plan et France Stratégie ont ainsi rendu une note envisageant plusieurs scénarios pour répondre à la commande présidentielle concernant le SNU. Ces scénarios vont d'un SNU renforcé à un service militaire obligatoire, avec des propositions intermédiaires. Dans tous les cas, les dispositifs envisagés mobiliseraient un important budget, allant de 600 millions à 3,5 milliards d'euros. Il s'agit d'organiser une montée en puissance de l'actuel SNU et d'élargir le public touché. Pour rendre le dispositif séduisant, il est même préconisé de valoriser ce service national, quelle que soit la forme qu'il pourrait prendre, dans les parcours scolaires et universitaires, de le prendre en compte pour le calcul de la retraite et dans les progressions de carrière des fonctionnaires.

L'Union syndicale Solidaires s'oppose à toute évolution du SNU et continue de réclamer son abrogation pure et simple. Dans un contexte de restrictions budgétaires qui amputent les services publics, et en particulier les secteurs de la culture, de l'éducation nationale et de l'éducation populaire, des moyens dont ils ont besoin, et alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, ces propositions sont indécentes et inacceptables, contraires aux intérêts et aux besoins de la jeunesse.

Quelles que soient les propositions envisagées, toutes ont pour objectif de « renforcer la culture militaire et la cohésion nationale ». La refonte envisagée du SNU s'inscrit pleinement dans un projet de militarisation de la société qui cible tout particulièrement la jeunesse. Nous refusons que cette jeunesse soit sacrifiée au service d'un « effort de guerre ».

Ce dont la jeunesse a besoin c'est d'un accès garanti pour tou-tes à un service public d'éducation de qualité, à des activités culturelles et sportives, au service de son émancipation et à l'écoute de ses attentes. Nos organisations exigent que les amples moyens prévus pour la refonte du SNU soient d'une part redéployés en ce sens, et d'autre part attribués à la solidarité envers le peuple ukrainien.

Contre l'économie et la logique de guerre que développe Macron, nous appelons à la solidarité internationale, à la construction d'une culture de la paix et de la justice, antimilitariste et anticoloniale.